

Des liens inscrits dans la durée et sans cesse renouvelés

Tous ces liens plus ou moins anciens doivent être constamment alimentés. Les collaborations avec les universités algériennes et libyennes nécessitent d'être fréquemment actualisées, eu égard aux transformations politiques et aux tensions périodiques entre la France et les pays du Maghreb. La recherche scientifique doit en effet composer avec les réalités du terrain.

Actuellement, dans cette période post-Covid et de sortie progressive de crise en Libye, l'IRMC renforce ses liens avec les institutions maghrébines à travers la reprise des cafés itinérants, l'organisation de séminaires en régions et le développement de programmes de recherche transmaghrébins et méditerranéens.

La co-organisation du Forum international *Insanyyat* en Tunisie est un appel d'air pour les universitaires de la région dans un désir de plus grande intégration scientifique, d'échanges et d'apprentissages mutuels. L'inscription enthousiaste des chercheurs de l'IRMC au Salon des sciences sociales prévu à Oran en novembre prochain augure quant à elle de belles rencontres et des débats fructueux avec leurs collègues algériens.

Il s'agira pour l'IRMC de s'adosser aux réalisations et de les consolider en favorisant les mobilités de doctorants et de chercheurs grâce à des bourses ou des programmes et des séminaires. C'est un travail de longue haleine, mené patiemment au sein de l'IRMC, des fondations solides à partir desquelles se construisent, au fil des ans, des réseaux qui se densifient, se ramifient et permettent une meilleure circulation des savoirs en sciences humaines et sociales, et leur diffusion hors des murs des universités.

FLASH-BACK EN 2011

TRAVERSER LES BOULEVERSEMENTS POLITIQUES

Entretien avec Hend BEN OTHMAN, Kmar BENDANA et Katia BOISSEVAIN

La vie d'un institut de recherche en sciences sociales n'est pas un long fleuve tranquille, il accompagne les changements des sociétés, et l'IRMC a pu constituer un observatoire privilégié pour appréhender les bouleversements politiques en cours depuis ces dix dernières années. La Tunisie, précurseur de ce qui a rapidement été appelé « Printemps arabes », a été le théâtre direct et brûlant d'une actualité inédite qui a marqué les cœurs et les esprits : la Révolution, en janvier 2011. Trois chercheuses de l'IRMC ont choisi de s'exprimer sur ce sujet : Kmar Bendana, historienne, Katia Boissevain, directrice de l'institut et anthropologue et Hend Ben Othman, architecte urbaniste. Comment appréhender une telle rupture, quand l'on est habitué à travailler sur le temps long ? Quelles sont les conséquences de ces événements sur leur rapport à la recherche ? Quelles thématiques ont pu émerger suite à cette vague de libération de la parole et des esprits ? Autant de questions dont les réponses, manifestement, réactivent des souvenirs de stupeur d'abord, d'espoir ensuite.

Être chercheur en temps de crise : comment s'adapter ?

« Asséchée », « surprise », « désaxée » : tels sont les adjectifs qui reviennent lorsque l'on demande à nos trois interlocutrices comment elles ont vécu ce mois de janvier 2011. Les sciences humaines et sociales ne sont pas hermétiques à leur environnement : bien au contraire, elles vivent et se nourrissent de ces soubresauts sociétaux et des crises, toujours fécondes sur le plan intellectuel. Pour cause, c'est alors aux sciences sociales que l'on tend le micro, en témoigne Kmar Bendana, directement sollicitée par ses pairs pour s'exprimer sur la question. « *Par mes thématiques de recherche et mes engagements scientifiques, les gens m'ont d'emblée considérée comme dedans, au cœur de ces enjeux. On m'interrogeait, j'ai dû répondre. Un papier ici, une interview là, des chroniques... j'ai alors fondé un blog, avec l'aide précieuse de Delphine Cavallo, pour aborder ces thématiques* ». Katia Boissevain, qui a suivi de près cette initiative, ajoute : « *L'idée était aussi d'écrire pour garder des traces. Nous avons le besoin*

intérieur de garder les choses, de ne pas rompre le fil ». Ce fil réactive des souvenirs, parmi lesquels la censure, l'absence de liberté d'expression, la haute surveillance auxquels étaient soumis les chercheurs de l'IRMC, et plus largement la société tunisienne avant 2011. Kmar Bendana et Katia Boissevain rappellent, non sans émotion, la présence systématique des forces de l'ordre aux manifestations scientifiques organisées par l'IRMC jusqu'à la Révolution. « Pour les autorités, une réunion à l'IRMC et au Parti Communiste, c'était la même chose. Dans les deux cas, ahkeyin ala siessa, vous parlez politique. Cela ne peut pas passer ». Hend Ben Othman raconte aussi son expérience de doctorante sous la dictature de Ben Ali. « Je travaillais sur un projet urbain "présidentiel" avec tout ce que cela implique comme enjeux... je ne pouvais pas exploiter les données que j'avais pu obtenir ou avoir des entretiens avec les acteurs institutionnels sans autocensure. Sans parler de

la cité. « Il fallait d'abord agir en tant que citoyenne, saisir le moment au vol, être sur le terrain non plus de la théorie, mais de l'histoire qui s'écrit au présent. J'étais assez active, j'en ai ressenti la nécessité, il fallait exister en tant que citoyenne à ce moment-là ». Pour Katia Boissevain, le moment était vécu différemment puisqu'elle n'était pas en Tunisie. Cependant ce moment de confrontation entre l'actualité et sa recherche en cours sur les conversions religieuses l'a poussée vers un sujet plus central. Il s'agit alors de réorienter ses terrains de recherche en fonction des nécessités offertes par le basculement politique. L'anthropologue souligne alors la force de l'IRMC, observateur en retrait de la société, à Mutuelleville, en quelque sorte loin des turpitudes de la ville, des passions des hommes et de la sévérité des autorités en place. En 2013, cela transparaît dans les propos de Yadh Ben Achour, retranscrits dans le carnet [Hypothèses](#) de l'institut : « L'IRMC, avec des personnalités scientifiques d'excellente



la présence de la police quand il s'agit de travailler sur des quartiers informels en voie de démolition ». Comme une routine, la censure faisait des ravages difficiles à évaluer.

Du chercheur au citoyen

Lorsque l'on demande aux trois chercheuses, habituées à travailler sur le temps long de la réflexion et de l'écriture, comment elles ont composé avec l'actualité, brutale, de décembre 2010 et janvier 2011, un mot est prononcé : « Citoyenne ». Hend Ben Othman s'explique : « Vous étiez chercheuse et, en l'espace d'un instant, la chercheuse cède le terrain à la citoyenne ». Tels sont ses propos, lorsqu'elle raconte l'urgence de s'investir concrètement dans la vie de

qualité à sa tête, avait une autonomie, une autosuffisance par rapport à ses institutions de contrôle, et en a fait bon usage pour la recherche ». Cette posture privilégiée n'est pas sans rappeler celle du philosophe antique qui contemple de loin la tempête : une juste distance pour mesurer la portée dans le temps et dans l'histoire des bouleversements politiques qui marquent les sociétés.

De nouvelles thématiques de recherche

La révolution fonctionne alors comme le catalyseur de nouvelles thématiques de recherche. Rebondir devient une nécessité, il procède presque d'un élan vital : celui de se saisir d'une liberté que l'on pense encore fragile,

et dont on ne mesure pas encore entièrement les conséquences. Dès le 4 février 2011, une conférence à l'IRMC aborde « la question autoritaire au prisme des sciences sociales », une table-ronde qui réunit Michel Camau, Vincent Geisser, Mouldi Lahmar et Hamadi Redissi. Puis vient le printemps, comme une confirmation de son homonyme révolutionnaire : René Otayek s'exprime alors sur le « changement politique et les recompositions du religieux en Afrique ». L'année suivante, Mohamed Chérif Ferjani interroge les « nouveaux enjeux de la laïcité ». Quelques mois plus tard, en questionnant le rapport entre religion et démocratie dans la pensée de Tocqueville, il propose de fines relectures des classiques à la lumière des libertés acquises. Un nouveau lexique s'empare des titres de conférences : on parle désormais de jeunesse arabe, de citoyenneté, de liberté, de transitions, de minorités sexuelles, de diversité culturelle, d'informalité et d'élections. Hend Ben Othman, qui se définit avant tout comme urbaniste, souligne à ce titre que son domaine de recherche revêt des enjeux « *hautement politiques* ». Elle évoque notamment les thématiques liées au droit au logement, aux quartiers informels, mais aussi plus largement aux modes de gouvernance territoriale, aux collectivités locales, aux disparités entre les régions littorales et celles dites de l'intérieur. La participation citoyenne prend une place croissante à mesure qu'elle découvre la recherche délivrée de la censure. Ces thématiques émergentes correspondent en effet à des réalités jusque-là occultées, enrobées, maquillées, volontairement passées sous silence. « *On a l'impression de tout apprendre* », nous dit Katia Boissevain, qui rappelle l'effet que l'annonce de l'existence d'écoles sans fenêtres et sans électricité dans les régions les plus défavorisées du pays avait eu sur la bonne société tunisoise. Les bouleversements politiques dévoilent les réalités crues de nos sociétés et, en même temps, conscientisent les populations.

Une nouvelle manière de faire du terrain

« *La révolution a été libératrice* », explique Hend Ben Othman. « *On a désormais pu attaquer de front. Avant, il fallait mettre en place des stratégies d'évitement, en déguisant les choses, il fallait ménager nos interlocuteurs par des éléments de langage bien rodés* ». Autant dire qu'un tel bouleversement n'est pas sans conséquence sur la manière dont le chercheur appréhende le terrain. La stupeur ne dure qu'un temps. Ensuite s'enchaînent les questions, à l'instar de celles que pose Kmar Bendana. « *Comment a-t-on pu faire de la recherche jusqu'à présent ? C'est après coup, de manière rétroactive, postrévolutionnaire, que l'on se demande*

comment on est parvenu à travailler, à faire de la recherche, à écrire ». Elle ajoute, d'une voix solennelle : « *On sait que rien ne résiste au terrain. Aucune analyse ne résiste au réel.* » Des cendres révolutionnaires, le chercheur renaît, saisi par le champ des possibles (qui est, parfois, un embarras du choix) que représente un pays où tout reste à (re)dire et à (ré)écrire. Mais le chercheur se refuse aux étiquettes. Est-il un passeur ? Un analyste ? Un sismographe, qui mesure les ondes qui parcourent la population à un instant donné ? Pleine d'humilité, Kmar Bendana répond : « *Le chercheur n'a pas de devoir spécifique. Il n'a pas non plus un rôle privilégié au sein de la société. J'ai ressenti très fortement qu'il fallait rester humble. La révolution nous désaxe. Elle nous rappelle à notre dimension humaine* ». Katia Boissevain nuance : pour elle, le chercheur décrypte, il a un rôle d'analyste des bouleversements sociétaux. « *En travaillant sur les conversions religieuses, on apprend les enjeux et les rouages très complexes à l'œuvre dans le processus des revendications des libertés individuelles* ». Pour Hend Ben Othman, la révolution a aussi été l'occasion d'affirmer le rôle de passeur qui incombe aux chercheurs : les sciences humaines et sociales sont très connectées au terrain, la parole du chercheur peut contribuer à faire émerger des voix inaccoutumées à s'exprimer publiquement, *a fortiori* au sortir d'une dictature. « *J'enseignais à la faculté au lendemain du décès de Chokri Belaïd. Plusieurs enseignants ont cessé de faire cours, pour privilégier le débat avec les étudiants* ». Il s'agit alors de rendre leur voix aux plus jeunes, nés et éduqués sous un régime autoritaire. Le chercheur sert alors de médiateur, de passeur entre le terrain, qu'il faut décrypter, et le citoyen en devenir.

Si l'IRMC a su se saisir de ces thématiques pour accompagner sereinement une actualité fortement bouleversée et bouleversante, il n'en est pas sorti indemne. Chaque chercheur alors investi dans l'institut a fait l'expérience marquante de l'adaptation à des terrains de recherche novateurs qui, comme toute nouveauté, charrient avec eux leurs lots de défis et d'interrogations. Voilà de quoi briser le cliché tenace du chercheur penché sur sa feuille, noyé entre les livres, dans le silence et l'hermétisme d'une salle de bibliothèque. Les chercheurs en sciences humaines et sociales ont été traversés, tout comme l'IRMC dans son fonctionnement d'ensemble, par les bouleversements politiques de la décennie 2010. Mais qu'est-ce qu'un institut de recherche, sinon le garant d'une pensée libre, en constante remise en question ?

Propos recueillis et mis en forme par Selma HENTATI